



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 55.260/4
du 3 mars 2014

advies 55.260/4
van 3 maart 2014

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
au transport de marchandises
par route'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende het
goederenvervoer over de weg'

Le 3 février 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint à la Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif au transport de marchandises par route'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 3 mars 2014. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 3 mars 2014.

*

Op 3 februari 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende het goederenvervoer over de weg'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 3 maart 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 3 maart 2014.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Conformément à l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', le projet examiné a été communiqué une première fois aux gouvernements de région par courrier daté du 5 octobre 2011.

Une nouvelle version modifiée du projet leur a cependant été communiquée par un courrier daté, tout comme la demande d'avis adressée à la section de législation, du 29 janvier 2014.

Il revient à l'auteur du projet de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

2. Comme l'indique la demande d'avis, il convient également de soumettre à nouveau le projet examiné à l'avis de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès de chacun des ministres proposant et à l'accord du Ministre du Budget ; les avis et accords donnés en 2011 se basant sur la situation budgétaire de l'époque.

3. L'alinéa 11 du préambule est consacré au visa de « la dispense de l'examen préalable quant à la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence sur le développement durable ».

Cet alinéa doit être omis, compte tenu de l'entrée en vigueur de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative', et plus particulièrement de son Titre 2, Chapitre 2 - Analyse d'impact préalable de la réglementation.

EXAMEN DU PROJET

DISPOSITIF

Article 4

L'énumération figurant à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne comporte pas de 4°. La comparaison de cette disposition avec l'article 24, § 1^{er}, du projet d'arrêté royal 'relatif au transport de voyageurs par route', faisant l'objet de l'avis 55.262/4 donné ce jour, permet de supposer un oubli.

Article 6

L'article 6 du projet, consacré à l'agrément des centres de formation, ne s'inscrit qu'imparfaitement dans le cadre de l'exécution de la loi du 15 juillet 2013 'relative au transport de marchandises par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil et portant exécution du Règlement (CE) 1072/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international de marchandises par route'.

En effet, l'habilitation prévue par l'article 13, 2°, de cette loi :

- ne prévoit pas de réserver l'agrément pour l'organisation des cours aux seuls centres de formation « constitués par les pouvoirs publics ainsi que les associations privées dotées de la personnalité juridique » à l'exclusion des personnes physiques et de toute autre forme de sociétés ;

- ne prévoit pas que l'auteur du projet fixe le prix maximal de la formation ;

- impose de déterminer des critères de sélection, d'une part, et les critères pondérés d'agrément, d'autre part.

L'article 6 du projet sera revu afin de s'inscrire plus fidèlement dans le cadre défini par cette disposition légale.

Article 9

La section de législation n'aperçoit pas quelle serait la disposition de la loi du 15 juillet 2013, qui procurerait un fondement légal à l'article 9, §§ 2 et 3, du projet. Les missions dévolues par cette disposition à « l'ASBL Institut Transport routier et Logistique Belgique », ainsi que la fixation des rémunérations de base relatives à ces missions, sont, en effet, étrangères aux prestations décrites à l'article 23, faisant partie du Titre 3 - Licences de transport et attestation de conducteur, de la loi précitée.

Article 10

1. Il y a lieu d'assurer la cohérence entre les versions française et néerlandaise du projet.

2. L'article 10, alinéa 2, du projet, doit être revu afin d'en exprimer plus clairement et plus correctement la portée.

Article 53

Dans l'avis 32.264/4 donné le 5 décembre 2001 sur un projet devenu l'arrêté royal du 7 mai 2002 'relatif au transport de choses par route', la section de législation a formulé l'observation suivante :

« En vertu de l'article 40, § 3, 1^o, de la loi du 3 mai 1999, précitée, le Roi est habilité à déterminer la composition du Comité de concertation des transports de marchandises par route.

Le projet d'arrêté ne se conforme pas à cette habilitation, dans la mesure où il ne fait que paraphraser l'article 40 de la loi du 3 mai 1999, précitée, sans fournir les précisions nécessaires sur la composition du Comité de concertation.

Il convient de préciser le nombre et le mode de désignation des représentants des départements ministériels et des organisations professionnelles représentatives du secteur des transports de choses par route ainsi que ce que l'auteur du projet entend par organisation professionnelle représentative ».

Celle-ci vaut également, *mutatis mutandis*, pour l'article 53, § 1^{er}, du projet examiné, qui se borne à paraphraser l'article 52, § 2, de la loi du 15 juillet 2013, sans mettre réellement en œuvre l'habilitation prévue au paragraphe 5, 1^o, de cette même disposition.

Article 56

Il est renvoyé, pour ce qui concerne la disposition transitoire relative aux cautionnements prévue par l'article 56 du projet, à l'observation particulière formulée par la section de législation, dans son avis 50.421/4 donné le 26 octobre 2011 à propos de l'article 55 de l'avant-projet devenu la loi du 15 juillet 2013.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’, is het voorliggende ontwerp bij brief van 5 oktober 2011 een eerste keer ter kennis gebracht van de gewestregeringen.

Er is de gewestregeringen evenwel een nieuwe, gewijzigde versie van het ontwerp gezonden met een brief die, evenals de adviesaanvraag die aan de afdeling Wetgeving is overgezonden, is gedagtekend 29 januari 2014.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

2. Zoals in de adviesaanvraag is aangegeven, moet het voorliggende ontwerp ook opnieuw voor advies worden voorgelegd aan de Inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij elk van de voordragende ministers en moet het opnieuw voor akkoordbevinding worden voorgelegd aan de minister van Begroting; de adviezen en de akkoordbevindingen uit 2011 steunen immers op de toenmalige budgettaire situatie.

3. Het elfde lid van de aanhef verwijst naar “de vrijstelling van een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzakelijkheid van de uitvoering van een effectbeoordeling”.

Dat lid dient te vervallen, gelet op de inwerkingtreding van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’ en inzonderheid op Titel 2, Hoofdstuk 2 - Voorafgaande regelgevingsimpactanalyse.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

DISPOSITIEF

AANHEF

Artikel 4

De opsomming in artikel 4, § 1, eerste lid, bevat geen bepaling onder 4°. Op basis van de vergelijking van die bepaling met artikel 24, § 1, van het ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende het reizigersvervoer over de weg', waarover heden advies 55.262/4 is gegeven, kan ervan uitgegaan worden dat een bepaling ten onrechte niet opgenomen is.

Artikel 6

Artikel 6 van het ontwerp, dat handelt over de erkenning van de scholingscentra, past niet volledig in het kader van de tenuitvoerlegging van de wet van 15 juli 2013 'betreffende het goederenvervoer over de weg en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van Richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1072/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de markt voor internationaal goederenvervoer over de weg'.

Immers, de machtiging waarin artikel 13, 2°, van die wet voorziet:

- bepaalt niet dat de erkenning voor het organiseren van de cursussen alleen kan worden verleend aan de scholingscentra "opgericht door de overheid evenals de private verenigingen die rechtspersoonlijkheid bezitten", met uitsluiting van de natuurlijke personen en van elke andere vorm van vennootschap;

- bepaalt niet dat de steller van het ontwerp de maximprijs van de opleiding vaststelt;

- legt de verplichting op om, enerzijds, selectiecriteria en, anderzijds, de gewogen erkenningscriteria te bepalen.

Artikel 6 van het ontwerp moet aldus worden herzien dat het nauwer aansluit bij het kader dat door die wetsbepaling gedefinieerd is.

Artikel 9

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk welke bepaling van de wet van 15 juli 2013 rechtsgrond zou opleveren voor artikel 9, §§ 2 en 3, van het ontwerp. De opdrachten die bij die bepaling worden toevertrouwd aan de vzw “Instituut wegTransport en Logistiek België”, en de vaststelling van de basisvergoedingen voor die opdrachten hebben namelijk niets van doen met de prestaties die worden beschreven in artikel 23, dat deel uitmaakt van Titel 3 – Vergunningen en bestuurdersattest van de voornoemde wet.

Artikel 10

1. Er moet worden gezorgd voor overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het ontwerp.

2. Artikel 10, tweede lid, van het ontwerp moet worden herzien om de strekking ervan op een duidelijkere en correctere wijze tot uiting te brengen.

Artikel 53

In advies 32.264/4, dat op 5 december 2001 is gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 7 mei 2002 ‘betreffende het vervoer van zaken over de weg’, heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking geformuleerd:

“Krachtens artikel 40, § 3, 1°, van de voornoemde wet van 3 mei 1999 is de Koning gemachtigd om de samenstelling van het Overlegcomité goederenvervoer over de weg te bepalen.

Het ontwerp van besluit is niet in overeenstemming met deze machtiging, in zoverre het artikel 40 van de voornoemde wet van 3 mei 1999 louter parafraseert, zonder dat de noodzakelijke preciseringen over de samenstelling van het Overlegcomité gegeven worden.

Het aantal vertegenwoordigers van de ministeriële departementen en van de representatieve beroepsorganisaties van de sector goederenvervoer over de weg en de nadere regels voor hun aanwijzing moeten worden aangegeven; ook dient nader te worden bepaald wat de steller van het ontwerp bedoelt met representatieve beroepsorganisatie”.

Die opmerking geldt, *mutatis mutandis*, ook voor artikel 53, § 1, van het voorliggende ontwerp, dat artikel 52, § 2, van de wet van 15 juli 2013 alleen parafraseert, zonder daadwerkelijk uitvoering te verlenen aan de machtiging waarin paragraaf 5, 1°, van diezelfde bepaling voorziet.

Artikel 56

Wat betreft de overgangsbepaling met betrekking tot de borgtochten, waarin artikel 56 van het ontwerp voorziet, wordt verwezen naar de bijzondere opmerking die door de afdeling Wetgeving is gemaakt in advies 50.421/4, dat op 26 oktober 2011 is gegeven over artikel 55 van het voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 15 juli 2013.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre LIÉNARDY